

Anne Josso, Secrétaire générale de la MIVILUDES

L'approche française de la radicalisation salafiste djihadiste

Le dispositif gouvernemental français de prévention et de lutte contre la radicalisation djihadiste a été mis en place en avril 2014. Après trois années, je me propose de tirer quelques constats de la façon dont la France a abordé le phénomène de la radicalisation salafiste djihadiste.

Premier constat : un retard à combler

Les limites de la lutte anti-terroriste

Les autorités françaises, conscientes de la menace que représente la progression de l'idéologie salafiste djihadiste en France et la stratégie terroriste clairement exprimée en 2005 par Abou Moussab al-Souri dans son *Appel à la résistance islamique mondiale* (1500 pages publiées depuis Londres), ont confiance dans les services de renseignement et de l'anti-terrorisme pour éviter que la violence ne touche le territoire. Effectivement, la France ne connaît pas d'attentats djihadistes entre 1995-1996 et la vague meurtrière qui débute par la tuerie en mars 2012 dans le Sud-Ouest de la France (7 morts dont 3 enfants juifs) perpétrée par un terroriste islamiste franco-algérien, un *homegrownterrorist*, qui modifie la perception du danger. A cette date de nombreux Français sont déjà partis en Irak et en Syrie.

La radicalisation salafiste djihadiste est abordée par les autorités sous l'angle de l'anti-terrorisme et cela pèse dans la mise en place de la politique de prévention du dispositif gouvernemental.

Départs sur zones de combat et désarroi des familles

Dès 2012, la Miviludes reçoit des signalements de familles qui décrivent des situations de ruptures, d'incompréhension qui correspondent très largement à ce que décrivent les proches des victimes de dérives sectaires. De nouveaux profils apparaissent notamment des femmes, très jeunes, beaucoup de convertis. Face au désarroi des familles et à l'ampleur des départs, l'idée que les personnes qui sont parties ne reviendront pas n'est plus tenable.

Depuis 2012, plus de 1 800 Français sont partis et 200 sont morts dans les rangs de Daech ou de Jabhat al-Nosra. Le recul de Daech sur le terrain depuis plusieurs mois pose de façon accrue la question des retours. On compte environ 400 enfants dont plus de la moitié nés sur place ont moins de 5 ans. L'évolution de la stratégie de Daech et des autres groupes de la mouvance salafiste djihadiste, appelant leurs recrues au passage à l'acte sans qu'elles aient fait un voyage initiatique et suivi un entraînement dans les zones de combat, accroît considérablement le risque.

Prévention et recherche peu développées

Contrairement aux pays anglo-saxons, les recherches sur la question de la radicalisation sont peu nombreuses en France avant 2014 et il n'y a pas de politique de prévention. L'ampleur du phénomène prend de court autant les politiques que les chercheurs.

On doit à Farhad Khosrokhavar, sociologue spécialiste des prisons, une définition de la radicalisation adoptée par les autorités françaises : « **processus** par lequel un individu ou un groupe adopte une **forme violente d'action**, directement liée à une idéologie extrémiste à contenu politique, social ou religieux qui **conteste l'ordre établi** sur le plan politique, social ou culturel. »

Adopter un vocabulaire commun est une étape importante : la radicalisation permet d'agir sur le processus qui se joue en amont du terrorisme ; la légitimation de la violence qu'elle porte n'est pas l'apanage de l'islam radical, ce qui permet de penser une politique de prévention large.

Deuxième constat : l'ampleur et la spécificité du phénomène

Un chiffre en donne l'ampleur : 16 000 personnes signalées comme en voie de radicalisation mi-2017 en France. Il s'ajoute aux 2 000 personnes suivies par les services de sécurité pour radicalisation avérée. Rapportée à la population française, à la tranche d'âge de 15-25 ans, ou au poids de l'islam en France, la radicalisation salafiste djihadiste concerne une toute petite minorité parmi laquelle une infime minorité peu passer à l'acte. Pourtant, la difficulté de prévenir les passages à l'acte, d'une part et la masse des sympathisants à la cause, d'autre part, font du phénomène une priorité majeure.

Les chiffres qui mettent en évidence la diversité des profils

L'extrême diversité des profils déjoue les explications mono-causales :

- une large majorité d'adolescents (15-25 ans) avec de plus en plus de très jeunes (13-14 ans) ;
- l'âge moyen se situe à 26 ans ;
- 30 % de femmes ;
- 38 % de convertis dont 25 % issus de familles de culture non musulmane.
- différentes catégories sociales et socio-économiques : des classes populaires aux classes moyennes, voire moyennes supérieures ; des personnes tôt déscolarisées jusqu'à des diplômés du supérieur ; des personnes intégrées économiquement à celles qui ont peu de chance de l'être ;
- individus isolés, fratries ou groupes d'amis, familles entières ;
- parcours de délinquance, du banditisme à la primo-délinquance, ou sans casier judiciaire
- l'ensemble des territoires sont touchés, même si les grandes agglomérations le sont davantage.

Conjonction de facteurs

Au-delà des querelles de spécialistes, **les responsables s'accordent pour considérer que la trajectoire de vie, le processus exploratoire et non linéaire de la radicalisation d'un individu doit être appréhendée au croisement d'une problématique de vie singulière avec un contexte social et historique déterminé.** Quatre grands facteurs sont évoqués : la situation géopolitique du monde arabo-musulman ; les difficultés socio-économiques et politiques du pays ; l'évolution du paysage religieux marqué par l'individualisme et le retour du fondamentalisme ; le développement de l'idéologie salafiste djihadiste qui cherche à recruter, à créer un sentiment identitaire fort et à créer un clivage entre « population musulmane » et « population occidentale ». En resserrant la focale, jouent les facteurs locaux (replis communautaire, difficultés d'intégration, discriminations) et personnels (histoire familiale, traumatismes, agressions...).

L'attractivité de la propagande salafiste djihadiste

Les autorités ne peuvent pas ignorer une autre clé de compréhension : **la propagande salafiste djihadiste attire des profils très divers. Elle se présente comme une contre-culture** en opposition à la culture dominante. Elle se caractérise par :

- une idéologie politico-religieuse, morale et normative, reposant sur un fondamentalisme remodelé ;
- une proposition identitaire qui joue sur la mobilisation de l'individu au sein d'un vaste mouvement transnational et une perception identitaire exclusive et porteuse de haine ;
- un imaginaire qui puise tout à la fois dans l'imaginaire religieux, l'eschatologie et une culture *mainstream* ou « jeune » ;
- l'utilisation du vecteur puissant qu'est Internet sous toutes ses formes, en tant que média classique délivrant un contenu et en tant qu'agent de socialisation.

Troisième constat : un dispositif gouvernemental rapidement structuré et une société résiliente

Principaux axes du dispositif gouvernemental

Le dispositif gouvernemental de prévention et de lutte de la radicalisation mis en place à partir d'avril 2014 vise à empêcher les départs et à prévenir des actes terroristes sur le territoire avec d'autant plus de volontarisme qu'il intervient tard. Il comprend : le repérage des situations à risque, l'organisation de leur prise en charge, des moyens légaux pour prévenir les passages à l'acte, un volet sur le contre-discours.

Une plateforme téléphonique nationale (Numéro Vert) de recueil de signalement est mise à disposition des familles ou toute personne disposant d'information. Des écoutants formés appuyés par une psychologue opèrent une première analyse et un tri des situations pour lesquelles il y a présomption de radicalisation, les services de sécurité complètent l'information. **Un fichier unique** enregistre les personnes signalées au Numéro Vert et les données des états-majors de sécurité localement. Toutes les situations sont transmises aux préfetures du lieu de résidence de la personne. **Le préfet** (représentant de l'autorité de l'Etat dans les départements français) **est chargé de mettre en place localement le suivi de la prise en charge**. En coordination avec les magistrats, il mobilise tous les services (sociaux, psycho-sociaux, insertion, éducation) et assure aussi la coordination avec les élus locaux.

Parallèlement, la justice et l'administration, notamment les services de sécurité, voient leurs outils de prévention renforcés : des poursuites pénales pour apologie du terrorisme ou soutien logistique à des projets en lien avec des activités terroristes ; des mesures judiciaires ou administratives comme les interdictions de sorties du territoire, le blocage des comptes et des sites Internet. L'Etat d'urgence décrété après les attentats du 13 novembre 2015 renforce les mesures administratives.

Bilan après trois ans : mobilisation de l'administration, progrès de la détection

En trois ans, quelque 20 000 agents publics, magistrats et personnes amenées à détecter ou à prendre en charge des personnes en voie de radicalisation ont été formées. Des grilles d'évaluation des situations, des indicateurs de radicalisation ont été établis. Le repérage, la détection des situations à risque, les remontées d'informations ont bien fonctionné. Les signalements sont pour la plupart pertinents alors que l'on aurait pu craindre des signalements abusifs. Les familles comme les acteurs qui signalent le font en responsabilité.

Résilience de la société face aux attentats

Passée la sidération qui a suivi les attentats de 2015-2016, les Français ont cherché à comprendre, à dépasser l'idée que les djihadistes sont des fous. Il n'y a pas eu non plus d'augmentation d'actes hostiles contre la communauté musulmane

Cependant, l'image du terroriste en puissance chez la personne qui se radicalise complique la prise en charge. Des professionnels ne cachent pas leur inquiétude et se disent démunis pour aborder les personnes radicalisées. Les professionnels demandent maintenant des outils concrets de prévention.

Quatrième constat : la compréhension du phénomène a progressé

L'expertise de la Miviludes sur les phénomènes de type sectaire a été mise à profit car certaines caractéristiques se retrouvent dans la radicalisation djihadiste : l'adhésion inconditionnelle à un corpus de croyances ; leur rôle pivot dans la constitution du groupe, dans la motivation de l'individu

et la légitimation de son action (contrairement à d'autres processus d'engagement dans la violence) ; le caractère « extrême » de ces croyances.

L'hétérogénéité des personnes signalées, l'ampleur du phénomène et ses particularités ont conduit à ne pas s'enfermer dans un cadre d'interprétation au risque de sous-estimer la part de l'engagement volontaire, la dimension de conversion, la part pulsionnelle, la part de solidarité à un groupe ou à une communauté. Ces distinctions sont d'autant plus importantes pour la prise en charge que dans les retours d'expérience et dans les témoignages de personnes radicalisées certaines expriment clairement leur refus d'être considérées comme des victimes.

L'observation du phénomène montre que les parcours de radicalisation ne suivent pas un chemin unique. Ils sont plus ou moins rapides, ils n'aboutissent pas tous à un passage à l'acte violent et des retours en arrière sont toujours possibles.

Les premiers pas sont généralement la conséquence d'une rencontre avec une personne liée à la mouvance djihadiste, d'une part et une « disponibilité » au discours radical, d'autre part.

L'engagement pour la cause djihadiste est progressif. Au fur et à mesure se renforcent les croyances et les raisonnements promus par la propagande. La personne s'enferme dans une nouvelle vision du monde et devient sourde aux informations et aux arguments qui lui apportent un démenti. Le groupe, physique ou virtuel, que rejoint la personne joue dans le renforcement des convictions, car les individus y partagent les mêmes informations et les mêmes arguments sans rencontrer d'objection. La dynamique de groupe va dans le sens d'un durcissement des positions. La doctrine elle-même favorise l'isolement intellectuel par son caractère totalitaire (il y a une vérité unique) et totalisante puisqu'elle explique tout et règle toutes les questions qui se posent à l'individu. Elle prône la rupture avec ceux qui ne partagent pas la même vision du monde, basée sur des oppositions simplistes : bien/mal, pur/impur, eux/nous.

Les mécanismes intellectuels n'agissent pas seuls dans le processus, car jouent dans le même temps des **mécanismes émotionnels** très forts. Beaucoup de personnes radicalisées témoignent d'avoir eu le sentiment d'une révélation, de renaître (d'être *born again*), d'avoir une seconde chance, ou d'une véritable conversion. Le groupe joue là-encore un rôle capital. Il accueille fraternellement et chaleureusement le nouveau venu qu'il valorise, qu'il entoure d'attention (c'est le phénomène de *love bombing* bien connu dans les dérives sectaires). Le très fort sentiment d'appartenance au groupe réside aussi dans la doctrine qui engendre une défiance généralisée, une nouvelle affiliation définie sur une appartenance religieuse qui transcende toutes les autres (nationale notamment), et le sentiment d'appartenir à une élite.

Les valeurs morales et les aspirations de l'individu jouent dans l'acceptation de la violence comme moyen légitime d'action. C'est parce que l'individu pense que sa cause est juste qu'il accepte de s'engager. Le sacrifice devient acceptable au nom de valeurs supérieures (la cause de Dieu). La sensibilité à l'injustice prédispose à la révolte, comme la sensibilité aux frustrations et à l'humiliation qui fait naître un désir de vengeance. Des motivations plus triviales se rencontrent aussi : désirs matériels, besoin de reconnaissance ou d'aventure, ou de donner libre cours à des pulsions de violence.

Le parcours peut être orienté intentionnellement par des recruteurs ou induit par des phénomènes de polarisation dans le groupe. Ils agissent comme des activateurs de la transformation idéologique, émotionnelle et du système de valeurs de l'individu, les trois facteurs entrant en résonance. Le rôle des recruteurs est de cibler des personnes et de les conduire, par diverses techniques de manipulation (pressions incessantes, changement d'habitudes...) à servir la cause en fonction de leur potentiel, de violence notamment. Les profils de délinquants, de personnes violentes, d'idéalistes passionnés, ou des personnes présentant des troubles psychopathologiques ne seront pas utilisés de la même façon, de la logistique à l'attentat suicide, les moyens de servir sont variés.

Cinquième constat : la difficulté de définir des objectifs et d'évaluer la prise en charge

Désengagement, désembrigadement mais pas déradicalisation

L'objectif des prises en charge est le désengagement du projet salafiste djihadiste intrinsèquement violent, il s'agit donc d'**amener l'individu à renoncer à la violence** et, le cas échéant, à se construire.

La motivation spécifiquement religieuse peut varier selon les individus, tout comme le degré de connaissance de la culture religieuse, mais il n'en reste pas moins que la dimension religieuse est une donnée essentielle du processus de radicalisation et c'est le point le plus délicat à aborder.

Il faut relever que l'islam salafiste est très divisé et que la pratique rigoriste de la religion est souvent un rempart contre la dérive violente et non pas la première marche. Quoiqu'il en soit, la laïcité pilier du système politique français impose la neutralité du pouvoir à l'égard des religions. Il est donc particulièrement hasardeux de s'engager sur le terrain de l'interprétation de l'islam. En revanche, revenant sur un réflexe qui bannit toute question religieuse du champ d'intervention public, la prise en charge des personnes radicalisée inclut maintenant la prise en compte au cas par cas de cette question. Les outils de la philosophie, l'anthropologie ou la sociologie sont proposés pour construire une réflexion sur le fait religieux dans ses dimensions identitaire, morale, politique et épistémologique. En prévention primaire une éducation à l'esprit critique mais également une éducation au sens et à la place du religieux dans une société laïque et sécularisée doivent être développées.

Un consensus sur la prise en charge individualisée et pluridisciplinaire

- une approche individualisée partant du parcours de vie ;
- une approche pluridisciplinaire ;
- l'importance de l'environnement et pas seulement des vulnérabilités personnelles ;
- des actions de prévention en amont

Des leviers sur lesquels s'appuyer pour agir :

- les liens familiaux et affectifs (souffrance des familles, construction ou reconstruction d'un lien familial) ;
- la reconnexion avec la réalité (groupe de parole, mobilisation sur un projet concret) ;
- la prise de conscience des dommages causés (témoignages des victimes et des personnes de retour des zones de combat) ;
- le soutien psychologique (et psychiatrique dans certains cas) ;
- un projet d'insertion socio-économique et offre de formation.

La question de la dissimulation et les outils d'évaluation

Les méthodes sophistiquées de dissimulation, la théorisation du devoir « religieux » de la taqīya, la connaissance du « fonctionnement » des sociétés occidentales constituent de réelles difficultés pour le repérage et l'évaluation des risques, mais aussi pour l'évaluation des prises en charge.

L'autre difficulté est l'**absence d'outils d'évaluation des dispositifs de prise en charge**. Cela nécessite la définition d'objectifs précis, une autorité suffisante pour s'imposer face aux divers intervenants, un recensement complet des pratiques. Nous manquons aussi de recul. L'évaluation est absolument nécessaire, mais elle ne doit pas décourager les bonnes volontés. Or il s'agissait jusqu'ici pour les autorités françaises de mobiliser le plus possible de professionnels.

Défis à relever en matière de prévention :

- Le développement de la recherche, de la coopération et du partage d'expérience des équipes sur le terrain
- La question du partage d'information dans le respect des libertés individuelles et des enjeux de sécurité
- L'anticipation des évolutions (stratégies de recrutement)
- Le développement de la prévention secondaire pour les jeunes : mieux protéger les familles vulnérables, développer par l'éducation les systèmes de défense intellectuelle face aux théories complotistes, victimaires.